



VIVE LE PCF (MLM) !

Staline

Nouvelles situations, nouvelles tâches de l'édification économique

DISCOURS PRONONCÉ A LA CONFÉRENCE DES DIRIGEANTS DE L'INDUSTRIE

23 JUIN 1931

Camarades, d'après les matériaux de la conférence on voit que, du point de vue de l'exécution du plan, notre industrie offre un tableau assez bigarré. Il est des industries qui, au cours des cinq mois écoulés, accusent un accroissement de production de 40 à 50 %, comparativement à l'année passée.

Il en est d'autres où l'accroissement ne dépasse pas 20 à 30 %. Il en est enfin qui accusent un accroissement minimum, quelque 6 ou 10 %, et parfois moins encore. Au nombre de ces dernières il convient de ranger l'industrie houillère et la sidérurgie. Tableau bigarré, comme vous le voyez.

Comment expliquer cette bigarrure ? Quelle est la raison du retard de certaines industries ?

Quelle est la raison qui fait que certaines industries ne fournissent en tout et pour tout que 20 à 25 % d'accroissement, et que l'industrie houillère et la sidérurgie accusent un accroissement encore moindre, qu'elles se traînent à la queue des autres branches d'industrie ?

La raison en est que, ces derniers temps, les conditions de développement de l'industrie ont radicalement changé ; une nouvelle situation s'est créée, qui réclame de nouveaux procédés de direction.

Mais certains de nos dirigeants de l'industrie, au lieu de modifier les procédés de travail, continuent à travailler à la mode ancienne. C'est donc que les nouvelles conditions de développement de l'industrie exigent que le travail soit fait d'une nouvelle manière ; or certains de nos dirigeants de l'industrie ne le comprennent pas ; ils ne voient pas qu'il faut diriger maintenant d'une manière nouvelle.

Là est la raison du retard de certaines branches de notre industrie.

Que sont ces nouvelles conditions de développement de notre industrie ? D'où sont-elles venues ?

Ces nouvelles conditions sont pour le moins au nombre de six.

Examinons-les.

I LA MAIN D'ŒUVRE

Il s'agit avant tout d'assurer la main d'œuvre aux entreprises.

Autrefois les ouvriers allaient ordinairement d'eux-mêmes dans les usines, dans les fabriques, il y avait donc une sorte de mouvement spontané dans ce domaine.

Ce mouvement spontané était dû au chômage, à la différenciation dans les campagnes, à la misère, à la peur de la faim qui chassait les gens de la campagne vers la ville. Vous vous rappelez la formule : «La fuite du moujik de la campagne à la ville» ?

Qu'est-ce qui obligeait le paysan à se sauver de la campagne vers la ville ? La peur de la faim, le chômage, parce que la campagne était pour lui une marâtre, et qu'il était prêt à la fuir au diable vauvert, pourvu qu'il reçût du travail. Il en était ainsi ou presque ainsi, chez nous, dans un passé récent.

Peut-on dire que nous ayons maintenant exactement le même tableau ? Non, on ne saurait le dire. Au contraire, la situation a radicalement changé aujourd'hui. Et précisément parce que la situation a changé, nous n'avons plus d'afflux spontané de main d'œuvre.

Qu'est-ce donc qui a changé en somme, pendant ce temps ?

Premièrement, nous avons liquidé le chômage ; nous avons donc anéanti la force qui pesait sur le «marché du travail. »

En second lieu, nous avons sapé à la racine la différenciation dans les campagnes ; nous avons donc surmonté cette misère de masse, qui chassait le paysan de la campagne vers la ville. Enfin, nous avons pourvu la campagne de dizaines de milliers de tracteurs et de machines agricoles ; nous avons battu le koulak ; nous avons organisé les kolkhoz et donné aux paysans la possibilité de vivre et de travailler humainement. Aujourd'hui, on ne peut plus dire que la campagne soit une marâtre pour le paysan.

Et précisément pour cela, le paysan reste installé à la campagne, et nous n'avons plus ni «fuite du moujik de la campagne à la ville», ni afflux spontané de main d'œuvre.

Vous voyez que maintenant la situation est toute nouvelle et que de nouvelles conditions sont réunies pour assurer la main d'œuvre aux entreprises.

Que s'ensuit-il ?

Il s'ensuit premièrement qu'on ne peut plus compter sur l'afflux spontané de la main d'œuvre. C'est donc que, de la «politique» d'afflux spontané, il faut passer à la politique de recrutement organisé des ouvriers pour l'industrie. Mais pour ce faire il n'existe qu'une seule voie, celle des contrats des organisations économiques avec les kolkhoz et les kolkhoziens.

Vous savez que certaines organisations économiques et certains kolkhoz se sont déjà engagés dans cette voie, et l'expérience a montré que la pratique des contrats donne de sérieux résultats, tant pour

les kolkhoz que pour les entreprises industrielles.

Il s'ensuit deuxièmement que nous devons passer sans délai à la mécanisation des processus les plus pénibles du travail, en poussant les choses à fond (industrie forestière, bâtiment, industrie houillère, chargement et déchargement, transports, sidérurgie, etc.).

Cela ne signifie pas évidemment qu'il faille abandonner le travail manuel. Au contraire, le travail manuel jouera encore longtemps un rôle des plus sérieux dans la production.

Mais cela signifie que la mécanisation des processus du travail est pour nous cette force nouvelle et décisive, sans laquelle il est impossible de soutenir ni nos rythmes, ni les nouvelles échelles de production.

Nous comptons encore bon nombre de dirigeants de l'industrie, qui «ne croient pas» à la mécanisation, ni aux contrats avec les kolkhoz.

Ce sont ceux qui ne comprennent pas la nouvelle situation, ne veulent pas travailler d'une manière nouvelle et soupirent après le «bon vieux temps», où la main d'œuvre «allait d'elle-même» aux entreprises.

Inutile de dire que de pareils dirigeants sont aussi éloignés, que le ciel l'est de la terre, des nouvelles tâches que la nouvelle situation pose devant nous quant à la construction de l'économie. Ils pensent, apparemment, que les difficultés de main d'œuvre sont un phénomène accidentel ; que le manque de main d'œuvre disparaîtra de lui-même, pour ainsi dire d'une façon spontanée. C'est une erreur, camarades.

Les difficultés de main d'œuvre ne peuvent disparaître d'elles-mêmes. Elles ne peuvent disparaître qu'au prix de nos propres efforts.

Ainsi donc, recruter de façon organisée la main d'œuvre au moyen de contrats passés avec les kolkhoz, mécaniser le travail : telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la première nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la deuxième condition.

II LE SALAIRE DES OUVRIERS

Je viens de parler du recrutement organisé des ouvriers pour nos entreprises. Mais recruter des ouvriers ne signifie pas encore avoir tout fait. Pour assurer la main d'œuvre à nos entreprises, il faut que les ouvriers soient attachés à la production et que l'effectif ouvrier à l'entreprise soit plus ou moins stable.

Il est à peine besoin de démontrer que sans un effectif permanent d'ouvriers, qui se seraient plus ou moins assimilé la technique de la production et habitués aux nouveaux mécanismes, il est impossible d'aller de l'avant, impossible d'exécuter les plans de production.

Car autrement l'on serait chaque fois obligé d'instruire les nouveaux ouvriers et de perdre la moitié du temps à leur apprentissage, au lieu de l'utiliser à la production. Et que se passe-t-il en réalité ?

Peut-on dire que l'effectif des ouvriers dans nos entreprises soit plus ou moins permanent ? Malheureusement, on ne peut pas le dire.

Au contraire, il y a encore dans nos entreprises ce qu'on appelle la fluctuation de la main d'œuvre. Bien plus, dans une série d'entreprises, la fluctuation de la main d'œuvre, loin de disparaître, augmente, s'accroît. En tout cas, vous trouverez peu d'entreprises dont l'effectif des ouvriers ne change pas, au cours d'un semestre ou même d'un trimestre, dans la proportion d'au moins 30 à 40 %.

Autrefois, dans la période de rétablissement de l'industrie, alors que notre outillage technique n'était pas compliqué, et que les échelles de production n'étaient pas grandes, on pouvait «tolérer» tant bien que mal ce qu'on appelle les fluctuations de main d'œuvre. Maintenant c'est autre chose.

La situation a changé radicalement. En cette période de vaste reconstruction, alors que les échelles de production sont immenses et l'outillage technique compliqué à l'extrême, la fluctuation de la main d'œuvre est devenue pour la production un fléau qui désorganise nos entreprises.

«Tolérer» maintenant les fluctuations de main d'œuvre, c'est désagréger notre industrie, supprimer la possibilité d'exécuter les plans de production, la possibilité d'améliorer la qualité des produits.

Quelle est la cause des fluctuations de la main d'œuvre ?

C'est l'organisation défectueuse des salaires, le système défectueux des tarifs, c'est le nivellement «gauchiste» dans le domaine des salaires.

Dans une série de nos entreprises les taux de salaires sont établis de telle sorte que la différence disparaît presque entre le travail qualifié et le travail non qualifié, entre le travail pénible et le travail facile.

Le nivellement a pour résultat que l'ouvrier non qualifié n'a pas intérêt à passer dans la catégorie des ouvriers qualifiés, et qu'il est ainsi privé de perspectives d'avancement, ce qui fait qu'il se sent comme «en villégiature» dans la production, ne travaillant que temporairement pour «se faire un peu d'argent» et s'en aller ensuite autre part «chercher fortune. »

Le nivellement a pour résultat que l'ouvrier qualifié est contraint de passer d'entreprise en entreprise pour en trouver, enfin, une où l'on sache apprécier comme il se doit le travail qualifié.

De là le mouvement «général» d'entreprise en entreprise la fluctuation de la main d'œuvre.

Pour remédier à ce mal, il faut supprimer le nivellement et briser l'ancien système des tarifs. Pour remédier à ce mal, il faut organiser un système de tarifs, qui tienne compte de la différence entre le travail qualifié et le travail non qualifié, entre le travail pénible et le travail facile.

On ne peut tolérer qu'un rouleur de la sidérurgie touche autant qu'un balayeur. On ne peut tolérer qu'un mécanicien de chemin de fer touche autant qu'un copiste.

Marx et Lénine disent que la différence entre le travail qualifié et le travail non qualifié existera même sous le socialisme, même après la suppression des classes ; que ce n'est que sous le communisme que doit disparaître cette différence ; que de ce fait le «salaire», même sous le

socialisme, doit être payé selon le travail, et non selon les besoins.

Mais nos niveleurs parmi les dirigeants de l'industrie et les militants syndicaux ne sont pas d'accord avec cette thèse ; ils estiment que cette différence a déjà disparu sous notre régime des Soviets. Qui a raison, Marx et Lénine ou les niveleurs ?

Il faut croire qu'ici c'est Marx et Lénine qui ont raison. Mais alors il s'ensuit que celui qui bâtit maintenant le système des tarifs sur les «principes» du nivellement, sans tenir compte de la différence entre le travail qualifié et le travail non qualifié, celui-là brise avec le marxisme, brise avec le léninisme.

Dans chaque industrie, dans chaque entreprise, dans chaque atelier il existe des groupes essentiels d'ouvriers plus ou moins qualifiés, qu'il faut attacher à la production, avant tout et surtout si nous voulons réellement assurer la stabilité de l'effectif ouvrier à l'entreprise.

Ces groupes essentiels d'ouvriers constituent, eux, le chaînon fondamental de la production. Les attacher à l'entreprise, à l'atelier, c'est attacher tout l'effectif des ouvriers, c'est saper à la base la fluctuation de la main d'œuvre.

Et comment les attacher à l'entreprise ?

On ne peut les attacher qu'en leur donnant de l'avancement, en augmentant leurs salaires, en organisant le système des salaires de façon que la qualification du travailleur soit convenablement appréciée. Et que veut dire leur donner de l'avancement, élever le niveau de leur salaire ?

C'est en plus de toutes autres choses, ouvrir des perspectives devant les ouvriers non qualifiés, les encourager à l'avancement et les faire passer dans la catégorie des ouvriers qualifiés. Vous savez vous-mêmes que nous avons besoin maintenant de centaines de milliers et de millions d'ouvriers qualifiés.

Mais pour former des ouvriers qualifiés, il faut encourager les ouvriers non spécialisés et leur donner la perspective d'un avancement, d'une élévation continue. Plus hardiment nous nous engagerons dans cette voie, et mieux cela vaudra ; car c'est là le principal moyen de remédier aux fluctuations de la main d'œuvre.

Économiser en cette affaire, c'est commettre un crime, c'est marcher contre les intérêts de notre industrie socialiste.

Mais ce n'est pas tout. Pour fixer les ouvriers à l'entreprise il faut continuer à améliorer le ravitaillement et les conditions de logement.

On ne saurait nier que dans le domaine de la construction d'habitations et du ravitaillement des ouvriers, il a été fait beaucoup en ces dernières années. Mais ce qui a été fait est absolument insuffisant pour couvrir les besoins rapidement accrus des ouvriers.

On ne peut invoquer cet argument qu'autrefois les habitations étaient moins nombreuses qu'aujourd'hui et que, par conséquent, l'on peut s'en tenir aux résultats obtenus.

On ne peut non plus invoquer l'argument qu'autrefois le ravitaillement des ouvriers était autrement

défectueux qu'aujourd'hui et que, par conséquent, l'on peut se contenter de l'état actuel des choses.

Seuls des gens pourris et rancis jusqu'à la moelle peuvent se consoler en invoquant le passé. Il ne faut pas prendre comme point de départ le passé, mais les besoins croissants des ouvriers dans le présent. Il faut comprendre que les conditions d'existence des ouvriers, de chez nous ont radicalement changé. L'ouvrier aujourd'hui n'est pas ce qu'il était autrefois.

L'ouvrier de nos jours, notre ouvrier soviétique, veut vivre de façon à pourvoir à tous ses besoins matériels et culturels au point de vue de son ravitaillement en produits alimentaires, et au point de vue du logement, et au point de vue de la satisfaction des besoins culturels et de tous les autres besoins. Il en a le droit, et nous avons le devoir de lui assurer ces conditions.

Il est vrai que chez nous il ne souffre pas du chômage, il est libéré du joug du capitalisme ; il n'est plus un esclave, il est le maître de sa besogne.

Mais cela ne suffit pas. Il exige que tous ses besoins matériels et culturels soient satisfaits, et nous avons le devoir de faire droit à cette revendication. N'oubliez pas que nous-mêmes formulons maintenant certaines exigences à l'égard de l'ouvrier, nous exigeons de lui la discipline du travail, un effort intense, l'émulation, un travail de choc.

N'oubliez pas que l'énorme majorité des ouvriers ont accepté ces exigences du pouvoir des Soviets avec un grand enthousiasme, et qu'ils s'en acquittent héroïquement. Aussi ne vous étonnez pas si, se conformant aux exigences du pouvoir des Soviets, les ouvriers exigent à leur tour que celui-ci remplisse ses engagements quant à l'amélioration continue de la situation matérielle et culturelle des ouvriers.

Ainsi, faire disparaître la fluctuation de la main d'œuvre, supprimer le nivellement, organiser judicieusement les salaires, améliorer les conditions d'existence des ouvriers ; telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la deuxième nouvelle condition du développement de notre industrie. Passons à la troisième condition.

III ORGANISATION DU TRAVAIL

J'ai parlé plus haut de la nécessité de faire disparaître la fluctuation de la main d'œuvre, d'attacher les ouvriers aux entreprises. Mais attacher les ouvriers, ce n'est pas encore épuiser le problème.

Il ne suffit pas de faire disparaître la fluctuation. Il faut encore placer les ouvriers dans des conditions de travail leur permettant de travailler avec intelligence, d'élever le rendement, d'améliorer la qualité de la production.

Il s'agit, par conséquent, d'organiser le travail dans les entreprises de telle sorte que le rendement augmente de mois en mois, de trimestre en trimestre.

Peut-on dire que l'actuelle organisation du travail, telle qu'elle existe dans nos entreprises, réponde aux exigences modernes de la production ?

Non, malheureusement. En tout cas, jusqu'à présent, nous avons encore des entreprises où l'organisation du travail ne vaut rien ; où, au lieu de l'ordre et de la cohésion dans le travail, c'est le

désordre et la confusion ; où, au lieu de la responsabilité pour le travail, règnent une totale irresponsabilité, l'absence de responsabilité personnelle.

Qu'est-ce que l'absence de responsabilité personnelle ? C'est l'absence de toute responsabilité pour le travail confié, pour les mécanismes, pour les machines, pour les outils.

On conçoit qu'avec l'absence de responsabilité il ne puisse être question d'un essor tant soit peu sérieux de la productivité du travail, de l'amélioration de la qualité des produits, du soin que l'on prend des mécanismes, des machines, des outils.

Vous savez ce qu'a amené l'absence de responsabilité personnelle dans les chemins de fer. Elle a abouti aux mêmes résultats dans l'industrie. Nous avons remédié à l'absence de responsabilité ; dans les chemins de fer, et amélioré le travail de ces derniers. Nous devons en faire autant pour l'industrie, afin d'élever son travail à un degré supérieur.

Autrefois l'on pouvait encore, tant bien que mal, «se contenter» de cette organisation défectueuse du travail, qui s'accommode aisément de l'absence de responsabilité de chacun pour un travail précis.

Maintenant c'est autre chose. La situation est tout autre.

Avec les gigantesques échelles actuelles de la production et les entreprises géantes, l'absence de responsabilité personnelle est un fléau de l'industrie ; elle met en péril toutes nos réalisations, en matière de production et d'organisation, dans les entreprises.

Comment l'absence de responsabilité personnelle a-t-elle pu prendre racine dans certaines de nos entreprises ?

Elle est venue là comme l'illégitime compagne de route de la semaine ininterrompue. Il serait faux de dire que la semaine ininterrompue entraîne, forcément, l'absence de responsabilité personnelle dans la production.

Avec une juste organisation du travail, avec l'organisation de la responsabilité de chacun pour un travail déterminé, avec des groupes déterminés d'ouvriers attachés aux mécanismes, aux machines, avec une juste organisation des équipes qui ne le cèdent en rien les unes aux autres pour la qualité et la qualification, ces conditions étant réunies, la semaine ininterrompue amène un accroissement énorme du rendement et l'amélioration de la qualité du travail ; elle élimine le défaut de responsabilité personnelle.

Les choses vont ainsi, par exemple, dans les chemins de fer, où l'on pratique maintenant la semaine de travail ininterrompue, mais où il n'y a plus de défaut de responsabilité personnelle.

Peut-on dire que dans les entreprises industrielles nous ayons un tableau aussi favorable en ce qui concerne la semaine ininterrompue ?

Malheureusement non.

La vérité est que certaines de nos entreprises ont adopté la semaine ininterrompue avec trop de hâte, sans préparer les conditions nécessaires, sans organiser comme il faut les équipes, plus on moins

égales en valeur pour la qualité et la qualification, sans organiser la responsabilité de chacun pour un travail précis. Conséquence : la semaine ininterrompue, livrée aux forces élémentaires, a abouti à l'absence de responsabilité personnelle.

Il en est résulté que nous avons dans une série d'entreprises, une semaine ininterrompue fictive, verbale, et une absence de responsabilité personnelle qui n'est pas fictive, qui est réelle.

Il en est résulté : absence du sentiment de responsabilité pour le travail, négligence pour les mécanismes, détérioration en masse des machines outils et absence de stimulant pour élever la productivité du travail.

Ce n'est pas sans raison que les ouvriers disent : «Nous aurions bien élevé le rendement et amélioré le travail, mais qui donc nous apprécierait puisque personne n'est responsable ?»

Il en résulte que certains de nos camarades se sont trop hâtés, çà et là, d'introduire la semaine ininterrompue et, dans leur précipitation, ils ont déformé la semaine ininterrompue, ils l'ont transformée en absence de responsabilité.

Pour remédier à cette situation et à l'absence de responsabilité, il existe deux solutions.

Ou bien modifier les conditions d'application de la semaine ininterrompue, à l'exemple de ce qui a été fait sur les chemins de fer, de façon qu'elle ne puisse se transformer en absence de responsabilité.

Ou bien, là où les conditions favorables pour une telle expérience font actuellement défaut, rejeter la semaine ininterrompue fictive, passer provisoirement à la semaine interrompue de 6 jours, comme on l'a fait récemment à l'usine de tracteurs de Stalingrad, et préparer les conditions pour revenir, ensuite, à la semaine ininterrompue, réelle, non fictive, pour revenir à la semaine ininterrompue sans absence de responsabilité personnelle.

Pas d'autre solution.

Il est hors de doute que les dirigeants de notre industrie se rendent bien compte de tout cela. Mais ils se taisent.

Pourquoi ? Parce que, apparemment, ils craignent la vérité. Mais depuis quand les bolcheviks craignent-ils la vérité ? N'est-il pas exact que dans une série d'entreprises la semaine ininterrompue s'est transformée en absence de responsabilité personnelle ; que de cette façon le sens de la semaine ininterrompue est dénaturé à l'extrême ?

On se demande à quoi sert une telle semaine ininterrompue.

Qui osera dire que la nécessité de maintenir cette semaine ininterrompue, altérée et fictive, est supérieure à la nécessité d'une organisation judicieuse du travail, supérieure aux intérêts du développement de la productivité du travail, supérieure aux intérêts d'une semaine ininterrompue véritable, supérieure ; aux intérêts de notre industrie socialiste ?

N'est-il pas clair que plus vite nous enterrerons la semaine ininterrompue fictive, et plus vite nous arriverons à organiser une semaine ininterrompue véritable, qui n'existera pas que sur le papier ?

Certains camarades pensent que l'on peut remédier à l'absence de responsabilité personnelle par des exorcismes, par des discours grandiloquents.

Je connais, en tout cas, plusieurs dirigeants de l'industrie qui, dans leur lutte contre le défaut de responsabilité, se bornent à intervenir chaque fois dans les réunions, en proférant des malédictions à son adresse, ils estiment apparemment qu'après de tels discours ce défaut doit disparaître de lui-même, pour ainsi dire de façon spontanée.

Ils se trompent lourdement, s'ils pensent que ce défaut peut être éliminé de la pratique par des discours et des exorcismes. Non, camarades, le défaut de responsabilité personnelle ne disparaîtra jamais de lui-même.

Nous, et nous seuls, pouvons et devons y remédier, car nous sommes au pouvoir, vous et nous, et nous répondons ensemble de toute chose, y compris le défaut de responsabilité.

Je pense qu'il vaudrait beaucoup mieux que nos dirigeants de l'industrie, au lieu de s'occuper de discours et d'exorcismes, s'installent pour un mois ou deux, par exemple, dans la mine ou à l'usine, étudient sur place tous les détails et «petites choses» de l'organisation du travail, y suppriment pratiquement le défaut de responsabilité pour, ensuite, généraliser l'expérience de l'entreprise en question, aux autres entreprises.

Cela vaudrait beaucoup mieux. Ce serait là lutter effectivement contre le défaut de responsabilité, lutter pour l'organisation judicieuse, bolchevique du travail, lutter pour la répartition, judicieuse des forces à l'entreprise.

Ainsi donc, remédier à l'absence de responsabilité personnelle, améliorer l'organisation du travail, répartir judicieusement les forces à l'entreprise ; telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la troisième nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la quatrième condition.

IV LA QUESTION DES INTELLECTUELS TECHNICIENS DE LA PRODUCTION, ISSUS DE LA CLASSE OUVRIERE

La situation a changé également en ce qui concerne les cadres de l'industrie en général, le personnel d'ingénieurs et techniciens en particulier.

Autrefois, les choses se présentaient ainsi : la base houillère et métallurgique d'Ukraine était la source principale de toute notre industrie.

L'Ukraine approvisionnait en métal toutes nos régions industrielles, aussi bien le Sud que Moscou et Leningrad. C'était elle encore qui fournissait de charbon nos principales entreprises en U.R.S.S.

J'exclus ici l'Oural, étant donné que la part de l'Oural, en comparaison du bassin du Donetz, n'était qu'une grandeur insignifiante.

C'est ainsi que nous avons trois principaux foyers pour la formation des cadres de l'industrie : le Sud, la région de Moscou, la région de Leningrad. On conçoit qu'avec un tel état de choses nous

pouvions nous accommoder tant bien que mal du minimum d'ingénieurs et de techniciens dont pouvait alors disposer notre pays.

Il en était ainsi dans un passé récent.

Mais maintenant la situation est tout autre. Maintenant il est clair, je pense, qu'en conservant les rythmes actuels de développement et les gigantesques échelles de production, nous ne pouvons plus nous en tirer avec la seule base houillère et métallurgique d'Ukraine. Vous savez que, malgré l'accroissement de leur production, nous n'avons pas assez de la houille et du métal ukrainiens.

Vous savez que nous sommes obligés, pour cette raison, de créer une nouvelle base houillère et métallurgique à l'Est, à savoir : l'Oural-Kouzbass. Vous savez que cette base, nous travaillons à la créer non sans succès. Mais cela ne suffit pas.

Il nous faut créer ensuite une métallurgie dans la Sibérie même, pour satisfaire à ses besoins croissants.

Et nous y travaillons déjà. Il nous faut créer, en outre, une nouvelle base de métallurgie non ferreuse au Kazakhstan, au Turkestan.

Enfin, il nous faut procéder à de vastes travaux de construction de voies ferrées.

C'est ce que nous dictent les intérêts de l'U.R.S.S. dans son ensemble, les intérêts des Républiques de la périphérie aussi bien que ceux du centre.

Il s'ensuit donc que nous ne pouvons plus nous contenter du minimum d'ingénieurs, de techniciens et de chefs de l'industrie, dont nous nous accommodions auparavant.

Il s'ensuit que les vieux foyers pour la formation d'ingénieurs et de techniciens ne suffisent plus ; qu'il est nécessaire de 'créer tout un réseau de nouveaux foyers dans l'Oural, en Sibérie, en Asie centrale.

Il nous faut aujourd'hui nous assurer un nombre trois fois, cinq fois plus grand d'ingénieurs, de techniciens et de chefs de l'industrie, si nous voulons réellement accomplir le programme d'industrialisation socialiste de l'U.R.S.S.

Mais ce qu'il nous faut, ce ne sont pas des chefs, des ingénieurs et des techniciens quelconques. Il nous faut des chefs, des ingénieurs et des techniciens tels qu'ils soient capables de comprendre la politique de la classe ouvrière de notre pays, capables de s'assimiler cette politique et prêts à la réaliser en conscience.

Qu'est-ce que cela signifie ? Cela signifie que notre pays est entré dans une phase de développement, où la classe ouvrière doit former

ses propres intellectuels techniciens de la production, capables de défendre dans la production les intérêts de la classe ouvrière comme intérêts de la classe dominante.

Aucune classe dominante n'a pu se passer de ses propres intellectuels. Il n'y a aucune raison de mettre en doute le fait que la classe ouvrière de l'U.R.S.S., elle non plus, ne peut se passer de ses propres intellectuels techniciens de la production.

Le pouvoir des Soviets a tenu compte de cette circonstance, et il a ouvert aux hommes de la classe ouvrière les portes des écoles supérieures, pour toutes les branches de l'économie nationale. Vous savez que des dizaines de milliers de jeunes ouvriers et paysans étudient maintenant dans les écoles supérieures.

Si autrefois, sous le capitalisme, les écoles supérieures étaient le monopole des fils à papa, maintenant, sous le régime soviétique, c'est la jeunesse ouvrière et paysanne qui y constitue la force dominante.

Il est hors de doute que nos établissements scolaires nous donneront bientôt des milliers de nouveaux techniciens et ingénieurs, de nouveaux chefs de notre industrie.

Mais ce n'est là qu'un côté de la question.

L'autre côté, c'est que les intellectuels techniciens de la production, issus de la classe ouvrière, ne seront pas formés seulement parmi les hommes sortis de l'école supérieure ; ils seront aussi recrutés parmi les praticiens occupés dans nos entreprises, parmi les ouvriers qualifiés, parmi les éléments cultivés de la classe ouvrière à l'usine, à la fabrique, à la mine.

Les initiateurs de l'émulation, les conducteurs des brigades de choc, les inspirateurs pratiques de l'enthousiasme au travail, les organisateurs des travaux sur tels ou tels secteurs de la construction : voilà le nouveau contingent de la classe ouvrière qui, avec les camarades sortis de l'école supérieure doit former le noyau des intellectuels de la classe ouvrière, le noyau du commandement de notre industrie.

La tâche consiste à ne pas refouler ces camarades pleins d'initiative, à les pousser plus hardiment aux postes de commande, à leur donner la possibilité de montrer leurs capacités d'organisation, à leur donner la possibilité de compléter leurs connaissances et à créer pour eux une ambiance appropriée, sans regarder à l'argent.

Il y a bon nombre de sans-parti parmi ces camarades. Mais cela ne saurait être un obstacle pour les pousser plus hardiment aux postes de direction.

Au contraire, ce sont eux précisément, ce sont ces camarades sans-parti qu'il faut entourer d'une attention particulière, pousser aux postes de commande, afin qu'ils se rendent compte, dans les faits, que le Parti sait apprécier les travailleurs capables et doués. Certains camarades pensent que dans les fabriques, dans les usines, les postes de direction ne sauraient être confiés qu'à des camarades du Parti.

C'est pour cette raison qu'ils refoulent souvent des camarades sans-parti capables et pleins d'initiative, pour faire avancer au premier rang des membres du Parti, bien que moins capables et sans initiative.

Inutile de dire qu'il n'y a rien de plus stupide et de plus réactionnaire qu'une telle «politique», s'il est permis de l'appeler ainsi. Il est à peine besoin de démontrer qu'avec une telle «politique», on ne peut que discréditer le Parti et en éloigner les ouvriers sans-parti.

Notre politique ne consiste pas du tout à transformer le Parti en une caste fermée. Notre politique

veut qu'entre les ouvriers membres du Parti et les ouvriers sans-parti il y ait une atmosphère de «confiance mutuelle», une atmosphère de «contrôle mutuel» (Lénine).

Notre Parti est fort dans la classe ouvrière, entre autres, parce qu'il applique précisément cette politique.

Ainsi donc, faire en sorte que la classe ouvrière de l'U.R.S.S.

possède ses propres intellectuels techniciens de la production ; telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la quatrième nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la cinquième condition.

V LES INDICES D'UN TOURNANT PARMIS LES VIEUX INTELLECTUELS TECHNICIENS DE LA PRODUCTION

La question de l'attitude à observer envers les vieux intellectuels bourgeois techniciens de la production se pose, elle aussi, d'une autre manière.

Il y a quelque deux ans les choses se présentaient ainsi : la partie la plus qualifiée des vieux intellectuels techniciens était atteinte de la maladie du sabotage. Bien plus, le sabotage était alors une mode en son genre.

Les uns sabotaient, les autres couvraient les saboteurs, d'autres encore s'en lavaient les mains et gardaient la neutralité ; d'autres enfin balançaient entre le pouvoir des Soviets et les saboteurs.

Certes, la majorité des vieux intellectuels techniciens continuait à travailler avec plus ou moins de loyauté. Mais il s'agit ici, non de la majorité, mais de la partie la plus qualifiée des intellectuels techniciens.

Qu'est-ce qui engendrait le mouvement de sabotage ? Qu'est-ce qui l'entretenait ?

L'aggravation de la lutte de classes à l'intérieur de l'U.R.S.S., la politique d'offensive du pouvoir des Soviets à l'égard des éléments capitalistes de la ville et de la campagne, la résistance de ces derniers à la politique du pouvoir des Soviets, la situation internationale complexe, les difficultés de construction des kolkhoz et des sovkhoz.

Si l'activité de la partie combative des saboteurs était épaulée par les plans d'intervention des impérialistes des pays capitalistes et par les difficultés en matière de céréales à l'intérieur du pays, les oscillations de l'autre partie des vieux intellectuels techniciens vers les saboteurs actifs, étaient renforcées par les propos en vogue des bavards trotskistes-menchéviki, disant que «pour ce qui est des kolkhoz et des sovkhoz, de toute façon il n'en sortira rien» ; que «le pouvoir des Soviets dégénère de toute façon et doit bientôt tomber» ; que «par leur politique les bolcheviks favorisent eux-mêmes l'intervention», etc., etc.

En outre, puisque même certains vieux bolcheviks parmi les fauteurs de la déviation de droite n'ont pas résisté à la «contagion» et, durant cette période, ont fait un écart qui les a éloignés du Parti, il n'y a pas sujet de s'étonner que certains vieux intellectuels techniciens, qui n'avaient jamais tâté du

bolchévisme, aient, eux aussi, avec l'aide de Dieu, chancelé.

On conçoit qu'en cette situation le pouvoir des Soviets n'ait pu pratiquer à l'égard des vieux intellectuels techniciens qu'une seule et unique politique : écraser les saboteurs actifs, différencier les neutres et gagner à nous les loyaux.

Il en était ainsi il y a un an ou deux.

Peut-on dire que la situation d'aujourd'hui soit exactement la même ? Non, on ne peut pas le dire.

Au contraire, la situation qui s'est créée maintenant est tout autre.

D'abord, nous avons battu et nous réduisons avec succès les éléments capitalistes de la ville et des campagnes.

Evidemment, cela n'est pas fait pour réjouir les vieux intellectuels. Il est très probable qu'ils continuent à manifester de la sympathie à leurs amis battus.

Mais on n'a jamais vu des sympathisants et, à plus forte raison, des neutres et des hésitants consentir volontairement à partager le sort de leurs amis actifs, après que ces derniers ont essuyé une défaite cruelle, irrémédiable.

Puis nous avons surmonté les difficultés en ce qui concerne les céréales, et non seulement nous les avons surmontées, mais nous exportons à l'étranger une quantité de blé comme nous n'en avons pas encore exporté depuis qu'existe le pouvoir des Soviets.

Par conséquent, cet «argument» des hésitants tombe lui aussi.

Ensuite, même les aveugles voient maintenant que sur le front de construction des kolkhoz et des sovkhoz, nous avons décidément vaincu, remporté d'immenses succès.

Par conséquent, le principal argument dans l'«arsenal» des vieux intellectuels s'est effondré. En ce qui concerne les espoirs interventionnistes des intellectuels bourgeois, il faut reconnaître qu'ils ont été — jusqu'à présent du moins, — comme une bicoque bâtie sur le sable.

En effet, durant six années on a promis l'intervention armée et pas une fois on n'a essayé d'intervenir. Il est temps de reconnaître que l'on avait simplement mené par le bout du nez nos perspicaces intellectuels bourgeois. Sans compter que la conduite même des saboteurs actifs au procès de Moscou devait découronner et a effectivement découronné l'idée du sabotage.

On conçoit que ces nouvelles circonstances n'aient pu rester sans influencer sur nos vieux intellectuels techniciens. La nouvelle situation devait créer, et elle a effectivement créé un nouvel état d'esprit parmi les vieux intellectuels techniciens.

C'est ce qui explique proprement que nous avons des indices certains d'un revirement vers le pouvoir des Soviets, chez une certaine partie des intellectuels qui, autrefois, sympathisaient avec les saboteurs.

Le fait que non seulement cette catégorie de vieux intellectuels, mais même les saboteurs avérés d'hier, une partie considérable d'entre eux, commencent à travailler dans les usines et les fabriques, de pair avec la classe ouvrière, — ce fait atteste indéniablement que le revirement a déjà commencé

parmi les vieux intellectuels techniciens. Cela ne signifie pas, évidemment, qu'il n'y ait plus chez nous de saboteurs. Non.

Les saboteurs existent et existeront aussi longtemps qu'il y aura des classes chez nous, aussi longtemps que subsistera l'encerclement capitaliste.

Mais cela signifie : dès l'instant qu'une partie considérable des vieux intellectuels techniciens qui auparavant sympathisaient d'une façon ou d'une autre avec les saboteurs, s'est tournée aujourd'hui vers le pouvoir des Soviets, les saboteurs actifs sont restés en petit nombre, ils sont isolés et ils devront pour l'instant se confiner dans une action strictement clandestine.

Il s'ensuit donc que notre politique, elle aussi, doit changer à l'égard des vieux intellectuels techniciens. Si, au plus fort du sabotage, notre attitude envers les vieux intellectuels techniciens s'est traduite surtout par une politique d'écrasement, aujourd'hui que ces intellectuels se tournent vers le pouvoir des Soviets, notre attitude à leur égard doit se traduire surtout par la politique que voici : les gagner à nous et leur montrer de la sollicitude.

Il serait faux et anti-dialectique de continuer l'ancienne politique dans les conditions nouvelles, modifiées.

Il serait stupide et déraisonnable de considérer maintenant presque chaque spécialiste ou ingénieur de la vieille école, comme un criminel et un saboteur, qui n'a pas été pris sur le fait. «Manger du spécialiste» a toujours été considéré et est encore considéré, chez nous, comme un phénomène nuisible et honteux.

Ainsi, donc, modifier l'attitude à l'égard des ingénieurs et techniciens de la vieille école, leur montrer plus d'attention et de sollicitude, les attirer plus hardiment au travail ; telle est la tâche.

Voilà ce qu'il en est de la cinquième nouvelle condition du développement de notre industrie.

Passons à la dernière condition.

VI SUR LE PRINCIPE DU RENDEMENT COMMERCIAL

Le tableau serait incomplet si je ne disais rien d'une nouvelle condition encore. Il s'agit des sources d'accumulation pour l'industrie, pour l'économie nationale, de l'intensification des rythmes de cette accumulation.

Qu'y a-t-il de nouveau et de particulier dans le développement de notre industrie du point de vue de l'accumulation ? C'est que les anciennes sources d'accumulation commencent à ne plus suffire au développement de l'industrie. C'est qu'il est nécessaire, par conséquent, de trouver de nouvelles sources d'accumulation et de renforcer les anciennes, si nous voulons vraiment maintenir et développer les rythmes bolcheviques d'industrialisation.

L'histoire des pays capitalistes nous apprend qu'il n'est pas un seul Etat jeune qui, désireux d'élever son industrie à un degré supérieur, ait pu se passer de l'aide du dehors sous forme d'emprunts ou de crédits à long terme.

Partant de là, les capitalistes des pays d'Occident ont refusé net à notre pays crédits et emprunts,

estimant que l'absence de crédits et d'emprunts saperait à coup sûr l'industrialisation de notre pays. Mais les capitalistes se sont trompés.

Ils n'ont pas tenu compte du fait que notre pays, à la différence des pays capitalistes, dispose de sources particulières d'accumulation, suffisantes pour rétablir et développer plus avant l'industrie.

En effet, non seulement nous avons rétabli l'industrie, rétabli l'agriculture et les transports, mais nous avons déjà mis en train cette œuvre grandiose qu'est la reconstruction de l'industrie lourde, de l'agriculture, des transports.

On conçoit que cette œuvre ait absorbé des dizaines de milliards de roubles. Où avon-nous puisé ces milliards ? Dans l'industrie légère, dans l'agriculture, dans les accumulations budgétaires. Il en allait ainsi jusqu'à ces derniers temps.

Maintenant les choses se présentent d'une tout autre manière. Si auparavant les vieilles sources d'accumulation suffisaient à la reconstruction de l'industrie et des transports, aujourd'hui elles commencent manifestement à ne plus suffire. Il ne s'agit plus de reconstruire la vieille industrie. Il s'agit de créer une industrie nouvelle, techniquement équipée, dans l'Oural, en Sibérie, au Kazakhstan.

Il s'agit de créer une nouvelle grande production agricole dans les régions de céréales, d'élevage et de matières premières de l'U.R.S.S.

Il s'agit de créer un nouveau réseau de chemins de fer entre l'est et l'ouest de l'U.R.S.S. On conçoit que les vieilles sources d'accumulation ne puissent plus suffire à cette œuvre grandiose.

Mais ce n'est pas tout. Ajoutons à cela que, par suite de la mauvaise gestion, le principe du rendement commercial s'est avéré absolument compromis dans toute une série de nos entreprises et organisations économiques.

C'est un fait que dans une série d'entreprises et d'organisations économiques on a cessé depuis longtemps de compter, de calculer, de dresser des bilans justifiés des recettes et des dépenses. C'est un fait que dans une série d'entreprises et d'organisations économiques, les notions : «régime d'économie», «réduction des dépenses improductives», «rationalisation de la production», sont depuis longtemps passées de mode.

On escompte apparemment que la Banque d'État «délivrera quand même les sommes nécessaires». C'est un fait que depuis quelque temps le prix de revient monte dans toute une série d'entreprises. La tâche leur a été assignée d'abaisser le prix de revient de 10 % et plus ; or elles relèvent.

Et qu'est-ce que la baisse du prix de revient ? Vous savez que chaque pour-cent de la baisse du prix de revient signifie une accumulation à l'intérieur de l'industrie de 150 à 200 millions de roubles. Il est clair qu'élever le prix de revient dans ces conditions, c'est perdre, pour l'industrie et pour l'ensemble de l'économie nationale, des centaines de millions de roubles.

De tout cela il résulte qu'on ne peut plus s'en tirer avec la seule industrie légère, avec la seule accumulation fournie par le budget, avec les seuls revenus de l'agriculture.

L'industrie légère est une très riche source d'accumulation, et elle a maintenant toutes les chances

de se développer plus encore ; mais cette source n'est pas sans limite.

L'agriculture est une source non moins riche d'accumulation, mais elle-même a besoin aujourd'hui, dans la période de sa reconstruction, d'une aide financière de l'État. En ce qui concerne les accumulations budgétaires, vous savez vous-mêmes qu'elles ne peuvent ni ne doivent être sans limite.

Dès lors, que reste-t-il ?

Reste l'industrie lourde. Il faut donc faire en sorte que l'industrie lourde, et avant tout sa branche construction mécanique, apporte également sa part au fonds d'accumulation.

Par conséquent, tout en renforçant et développant les vieilles sources d'accumulation, il est nécessaire de faire en sorte que l'industrie lourde, — et avant tout les constructions mécaniques, — apporte également sa part au fonds d'accumulation.

Là est l'issue.

Et que faut-il pour cela ? Supprimer l'incurie administrative, mobiliser les ressources intérieures de l'industrie, appliquer et affermir le principe du rendement commercial dans toutes nos entreprises, abaisser de façon systématique le prix de revient, intensifier l'accumulation intérieure dans toutes les industries, sans exception.

Telle est l'issue.

Ainsi donc, appliquer et affermir le principe du rendement commercial, intensifier l'accumulation à l'intérieur de l'industrie ;

telle est la tâche.

VII TRAVAILLER SUR UN MODE NOUVEAU, DIRIGER D'UNE MANIÈRE NOUVELLE

Telles sont, camarades, les nouvelles conditions du développement de notre industrie.

Ces nouvelles conditions ont ceci d'important qu'elles créent pour l'industrie une situation nouvelle, exigeant de nouveaux procédés de travail, de nouveaux procédés de direction.

Ainsi :

a) Il en résulte qu'on ne peut plus compter, comme autrefois, sur l'afflux spontané de la main d'œuvre. Pour assurer la main d'œuvre à l'industrie, il faut la recruter de façon organisée, il faut mécaniser le travail.

Croire qu'avec nos rythmes de travail et les échelles de notre production, l'on peut se passer de la mécanisation, c'est espérer pouvoir vider l'océan à l'aide d'une cuiller.

b) Il en résulte ensuite qu'on ne peut plus tolérer les fluctuations de la main d'œuvre dans l'industrie. Pour se débarrasser de ce mal, il faut organiser les salaires d'une manière nouvelle et rendre plus ou moins stable l'effectif des ouvriers dans les entreprises.

- c) Il en résulte ensuite qu'on ne peut plus tolérer le défaut de responsabilité personnelle dans la production. Pour se débarrasser de ce mal, il faut organiser le travail d'une manière nouvelle, il faut disposer les forces de façon que chaque groupe d'ouvriers réponde de son travail, des mécanismes, des machines-outils, de la qualité du travail.
- d) Il en résulte ensuite qu'il n'est plus possible de se contenter, comme autrefois, du minimum de vieux ingénieurs et techniciens que nous avons hérité de la Russie bourgeoise. Pour élever les actuels rythmes et échelles de la production, il faut faire en sorte que la classe ouvrière possède ses propres intellectuels techniciens de la production.
- e) Il en résulte ensuite qu'on ne peut plus, comme autrefois, mettre dans le même sac tous les spécialistes, tous les ingénieurs et techniciens de la vieille école. Pour tenir compte de la situation changée, il faut modifier notre politique et faire preuve d'un maximum de sollicitude à l'égard des spécialistes, des ingénieurs et techniciens qui s'orientent nettement vers la classe ouvrière.
- f) Il en résulte enfin qu'on ne peut plus, comme autrefois, s'en tirer avec les vieilles sources d'accumulation. Pour assurer le développement de l'industrie et de l'agriculture, il est nécessaire de mettre en œuvre de nouvelles sources d'accumulation, de supprimer l'incurie administrative, d'appliquer le principe du rendement commercial, de réduire les prix de revient et d'intensifier l'accumulation intérieure de l'industrie.

Telles sont les nouvelles conditions du développement de l'industrie, qui exigent de nouveaux procédés de travail, de nouveaux procédés de direction dans la construction de l'économie.

Que faut-il pour organiser la direction d'une manière nouvelle ?

Pour cela, il faut d'abord que nos dirigeants de l'industrie comprennent la nouvelle situation, étudient concrètement les nouvelles conditions du développement de l'industrie, et réorganisent leur travail conformément aux exigences de la nouvelle situation.

Pour cela, il faut ensuite que les cadres de notre industrie dirigent les entreprises non pas «en général», non pas «en l'air», mais concrètement, effectivement, qu'ils envisagent chaque question non pas simplement pour en bavarder, mais pour la traiter de façon rigoureusement pratique, qu'ils ne se bornent pas à une réponse purement protocolaire, à des généralités ou à des mots d'ordre abstraits, mais qu'ils pénètrent la technique du métier, qu'ils scrutent les détails de l'affaire, qu'ils scrutent les «petites choses», car c'est avec les «petites choses» que l'on édifie maintenant les grandes.

Pour cela, il faut ensuite que nos encombrants trusts actuels, qui groupent parfois de 100 à 200 entreprises, soient décentralisés sans délai et divisés en plusieurs trusts. Il est évident qu'un président de trust, qui a affaire à une centaine et plus d'usines ne peut les connaître à fond, connaître leurs possibilités, leur travail.

Il est évident que, ne connaissant pas les usines, il n'est pas en état de les diriger. Par conséquent, pour permettre aux présidents de trusts d'étudier, pour leur permettre de diriger véritablement les usines, il faut les décharger d'une partie de ces usines, il faut diviser les trusts, en constituer plusieurs et les rapprocher des entreprises.

Pour cela, il faut ensuite que nos trusts passent de la direction par collègues à la direction personnelle. Actuellement les choses vont ainsi : dans les collèges des trusts siègent de dix à quinze personnes qui rédigent des papiers, mènent la discussion.

On ne peut continuer à diriger ainsi, camarades. Il faut mettre fin à la «direction» paperassière et s'embrayer sur un travail réel, sérieux, bolchevik. Qu'à la tête du trust demeurent le président et quelques suppléants.

Cela suffira pleinement pour administrer le trust. Quant aux autres membres du collège, il vaudrait mieux les faire descendre dans les usines et les fabriques.

Ce serait autrement utile, et pour eux-mêmes et pour le travail. Pour cela il faut ensuite que les présidents des trusts et leurs suppléants fassent plus souvent le tour des usines, y restent plus longtemps à travailler, fassent plus ample connaissance avec les travailleurs de l'usine ; non seulement ils doivent instruire les travailleurs de la base, mais aussi s'instruire auprès d'eux.

Croire que l'on puisse maintenant diriger du fond d'un cabinet d'administration, en restant dans un bureau, loin des usines, c'est faire fausse route. Pour diriger les usines il faut se tenir plus souvent en contact avec le personnel des entreprises, il faut entretenir avec eux une liaison vivante.

Deux mots enfin de notre plan de production pour 1931. Autour du Parti gravitent des philistins qui assurent que notre programme de production est irréel, inexécutable. Ils font songer aux «très sages goujons» de Chtchédrine, qui sont toujours prêts à répandre autour d'eux «le vide de la sottise. »

Notre programme de production est-il réel ? Incontestablement. Il est réel, ne fût-ce que parce que nous avons toutes les conditions nécessaires à sa réalisation.

Il est réel, ne fût-ce que parce que son exécution dépend, aujourd'hui, exclusivement de nous-mêmes, de notre capacité et de notre désir d'utiliser les très riches possibilités dont nous disposons.

Sinon, comment expliquer que toute une série d'entreprises et d'industries aient déjà dépassé le plan ?

Il serait stupide de croire que le plan de production se réduisît à une énumération de chiffres et de tâches. En réalité, le plan de production, c'est l'activité vivante et pratique de millions d'hommes.

La réalité de notre plan de production, ce sont les millions de travailleurs qui créent la vie nouvelle. La réalité de notre programme, ce sont les hommes vivants, c'est vous et nous, notre volonté de travail, notre empressement à travailler d'une manière nouvelle notre décision à exécuter le plan. Existe-t-elle chez nous, cette décision-là ?

Oui, elle existe. Par conséquent, notre programme de production peut et doit être réalisé. (Applaudissements prolongés.)